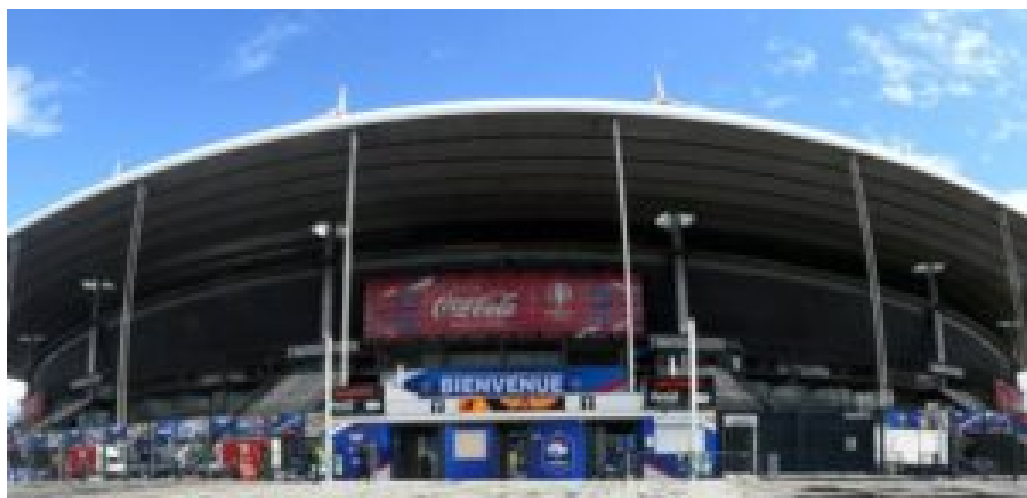




Vingt ans après, le Stade de France cherche toujours son modèle économique



Publié le 26/01/2018 à

15h15

AFP/Archives/FRANCK FIFE

Des dizaines de millions d'euros perdus pour l'Etat, des fédérations de foot ou de rugby longtemps mécontentes, des résultats timides: 20 ans après sa naissance, le Stade de France reste un emblème du sport français, mais cherche encore le meilleur modèle pour sa gestion.

De la Coupe du monde de football en 1998 à celle de rugby en 2007, des championnats du monde d'athlétisme 2003 à l'Euro 2016 en passant par le Tournoi des six nations, le vaisseau de Saint-Denis a accueilli les plus grands événements sportifs et se prépare à continuer, avec une nouvelle Coupe du monde de rugby (2023) et les jeux Olympiques de Paris-2024.

« Un succès incroyable », s'enthousiasme le directeur de la communication du Consortium Stade de France, Frédéric Souplet, qui rappelle que l'enceinte a accueilli « près de 35 millions de spectateurs » lors de « 450 événements ».

Malgré un retour à un exercice positif en 2017, de l'ordre de 3 à 4 millions d'euros selon le consortium, après deux années de pertes, le bilan dans le temps est moins flatteur.

Car le Stade de France, c'est aussi un mastodonte qui n'a jamais trouvé de club à sa taille. Une absence coûteuse pour l'Etat, obligé de signer un gros chèque chaque année pour indemniser le consortium (Bouygues-Vinci) avec lequel il a construit l'enceinte. Le tout en vertu d'un contrat signé en 1995, dans l'urgence, entre les deux tours de la présidentielle. Résultat, l'Etat, propriétaire, n'a pas seulement investi 191 millions d'euros sur les 361 qu'a



Vingt ans après, le Stade de France cherche toujours son modèle économique

coûté le Stade de France; il a aussi versé l'équivalent de 115 M EUR à ce consortium privé, en guise d'indemnité pour absence de club résident, jusqu'à une renégociation plus favorable en 2013.

- Contentieux -

« La définition d'un nouveau modèle d'exploitation apparaît d'autant plus urgente et nécessaire que l'infrastructure est vieillissante », notaient en 2017 les sénateurs Jean-Jacques Lozach et Claude Kern, dans un rapport d'information qui plaide pour que les fédérations françaises de foot et de rugby entrent au capital du stade.

L'occasion se présente d'ici 2025, date d'échéance du contrat de concession avec le consortium.

Ce scénario permettrait aux deux fédérations d'être vraiment chez elles, après avoir longtemps déploré un scénario « perdant-perdant », qui les voit obligées de jouer un nombre de matches minimum par an au SDF, pour un loyer à payer au consortium qu'elles jugent trop élevé et un gain trop faible sur les recettes. La situation a provoqué plusieurs contentieux devant les tribunaux, dont certains sont encore ouverts. Et la menace brandie pendant des années par la FFR de construire son propre grand stade, projet finalement abandonné par l'équipe Laporte, à la tête de la fédération depuis fin 2016.

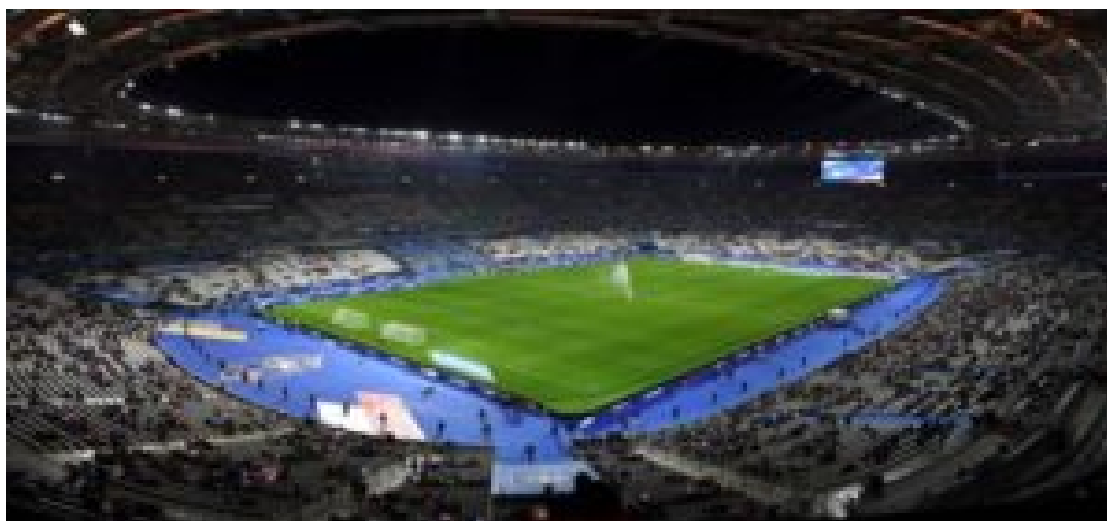
L'hypothèse d'une entrée au capital, inscrite dans le programme de Bernard Laporte, reste envisagée à la FFR, mais avec prudence.

« Les ressources que l'on dégage, elles ont vocation à financer le rugby, pas un éventuel déficit d'exploitation » du Stade de France, prévient le trésorier, Alexandre Martinez. Du côté du ministère des Sports, on n'exclut aucune piste, tout en indiquant que le Stade de France a « une forte dimension patrimoniale ».

- « Concurrence » -



Vingt ans après, le Stade de France cherche toujours son modèle économique



S'il avait abouti, le projet de grand stade de rugby « aurait coulé le Stade de France », estime Olivier Monna, professeur au Centre de droit et d'économie du sport (CDES). Et maintenant? « Il n'est plus menacé, mais la concurrence reste rude » avec des enceintes plus récentes comme à Lille (Stade Pierre-Mauroy), Lyon (Groupama Stadium) et l'U-Arena à Nanterre, « qui proposent une jauge plus en phase avec le marché pour les concerts », explique M. Monna.

« En 2017, le Stade de France est rentable », préfère-t-on souligner au consortium, où l'on évoque « un gros travail marketing et commercial pour faire évoluer l'offre, aussi bien lors des événements qu'en dehors », via l'organisation de séminaires et de conventions proposée aux entreprises.

D'ici à 2023, des travaux vont être nécessaires pour moderniser l'enceinte, avec le meilleur équilibre à trouver entre la Coupe du monde de rugby, qui se serait bien passée de la piste d'athlétisme séparant les tribunes de la pelouse, et les jeux Olympiques, pour qui elle sera nécessaire. Alors qu'une enveloppe de 70 millions d'euros a été évoquée, plusieurs acteurs du dossier indiquent que les discussions ont commencé.